

ENQUETE SUR LA PERCEPTION DE LA CORRUPTION AU SUD-KIVU

2017



© Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption, Juillet 2017
www.anticorruption-center.com

TABLE DES MATIERES

RECONNAISSANCE

INTRODUCTION

METHODOLOGIE

RESUME EXECUTIF

CHAPITRE I. CORRUPTION DANS LE GOUVERNEMENT ET LA SOCIETE CIVILE

CHAPITRE II. COMPRENDRE LA CORRUPTION

CHAPITRE III. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

CONCLUSION

RECONNAISSANCES

Le Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption (CERC) est satisfait de la participation de toute la population du Sud-Kivu qui ont permis la réalisation de cette enquête, et leurs efforts dans le combat contre la corruption dans la province du Sud-Kivu. CERC veut aussi remercier Monsieur Fredrik Galtung et Valentine Lecruse de l'organisation International "Integrity Action" pour leurs conseils durant cette enquête.

Spéciaux remerciements à équipe CERC pour avoir dirigé l'enquête et l'analyse des résultats. Sans leurs efforts cette enquête ne pourra pas être possible.

INTRODUCTION

Ce rapport est une compilation des résultats de la première enquête des ménages sur la perception de la corruption conduit dans la province du Sud-Kivu. Cette enquête a été financée et commissionnée par le Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption est un projet visant à fournir une étude de base compréhensive sur la perception de la corruption et les pratiques de la corruption dans la province du Sud-Kivu.

L'enquête des ménages sur la corruption est une initiative du Centre de Recherche sur la l'Anti-Corruption (CERC) pour mesurer les perceptions de la corruption et la livraison des services publics. L'enquête vise à développer les données empiriques pour analyse, et à utiliser pour aider le gouvernement, la société civile et le secteur privé de formuler et mettre en œuvre les politiques et programmes visant à améliorer la gouvernance au Sud-Kivu, ainsi réduire la corruption.

Les récentes recherches et analyses ont été conduites sur le statut de la corruption en République Démocratique du Congo, mais cette enquête de perception des ménages sur la corruption est la première et fournira une base et comparaison pour les futures recherches et analyses.

Cette enquête vise plus spécifiquement à:

1. Identifier les formes et pratiques de corruption et la manière dont est perçue chaque forme de corruption par le public ;
2. Identifier les principaux acteurs concernés par le processus corrompible ;
3. Identifier les causes de la corruption dans le secteur ;
4. Déterminer la perception du public des niveaux de corruption et des secteurs les plus touchés, de manière à établir une situation de référence par rapport à laquelle on pourra mesurer les progrès obtenus ultérieurement;
5. Déterminer la perception du public de la volonté politique de lutter contre la corruption ; et
6. Permettre d'élaborer des plans d'action sectoriels.

METHODOLOGIE

Au début de mai 2017 CERC, a initié une enquête compréhensive sur la perception des ménages sur la corruption au Sud-Kivu, ainsi un questionnaire a été développé par CERC.

L'enquête ciblait le public avec un échantillon représentatif de 980 répondants sélectionnés à travers les différents territoires du Sud-Kivu. En général, l'enquête a suivi un modèle standards de Nations Unies sur les recherches quantitatives sur la corruption et les questions ont été révisées par CERC pour représenté ses points de vie et considérations au contexte local.

Le choix de échantillon était à la discrétion des enquêteurs et leaders communautaires qui ont aider les enquêteurs à communiquer avec les résidents.

Les interviews ont été conduit en Mai 2017 et représentent les opinions de la population du Sud-Kivu âgée de 17 à 60 ans, avec la dimension égale entre les hommes et les femmes. Un répondant était interrogé dans chaque ménage. Le questionnaire était structuré pour évaluer les connaissances, attitudes et pratiques des citoyens en relation avec la corruption.

Cette enquête a été conçue pour fournir des données spécifiques sur la sensibilité et l'engagement des citoyens sur gouvernance et la corruption, les perceptions des citoyens sur les institutions publiques et leurs rôles dans la lutte contre la corruption.

Cette enquête est une étude de base qui sera suivi par des enquêtes annuels ultérieures pour fournir de comparaison sur le niveau de la corruption au Sud-Kivu.

TAILLE DE L'ÉCHANTILLON :

Environ 4 enquêteurs ont interviewé 980 citoyens à partir de l'âge de 17 à 60 ans. Il convient de noter que CERC était destiné à effectuer 860 entretiens. CERC a pris l'initiative de mener 980 entretiens totaux. Après un examen approfondi des procédures, et sur la base des recommandations, 30 réponses ont été éliminées, laissant une taille d'échantillon vérifiée de 950.

Taille de l'échantillon par territoire

Territoire/Ville	Taille
BUKAVU	140
UVIRA	120
KALEHE	90
SHABUNDA	120
IDJWI	80
KABARE	90
WALUNGU	100
FIZI	120
MWENGA	120
TOTAL	980

ZONE DE COUVERTURE :

Les personnes ont été interrogées dans les 9 entités administratives du Sud-Kivu, y compris la ville de Bukavu. Bien que des efforts aient été faits pour interviewer des citoyens de toutes les catégories de personnes, beaucoup de personnes interrogées étaient des citoyens ordinaires avec peu ou pas de connexion avec le pouvoir/le gouvernement.

La durée moyenne d'un entretien d'enquête était de 50 minutes, un temps extraordinairement long pour un entretien de recherche sociale. Cependant, les réponses «**ne connais pas**» apparaissaient dans de nombreuses questions au début et tout au long du questionnaire entier, d'où l'explication pour les réponses «**ne connais pas**» a probablement plus à voir avec le fond des questions individuelles et un manque de compréhension parmi de nombreux répondants sur les questions liées à la corruption et ses implications.



La durée des entretiens résulte non seulement de la durée de l'enquête, mais aussi de sa complexité. Au total, 68 questions de fond, plus des questions démographiques, ont été posées, dont beaucoup avaient plusieurs parties. Un certain nombre de questions ont inclus des sauts, c'est-à-dire "Si oui, passez à Qx". Pour certaines questions, on a demandé aux intervieweurs de montrer aux répondants une carte sur laquelle ont été imprimées plusieurs options. Parce que beaucoup de répondants n'ont pas de scolarité et sont analphabètes fonctionnels, les intervieweurs étaient tenus de lire les options. Dans un cas, le nombre d'options était de 20.

La durée des entretiens résulte non seulement de la durée de l'enquête, mais aussi de sa complexité. Au total, 68 questions de fond, plus des questions démographiques, ont été posées, dont beaucoup avaient plusieurs parties.

RESUME EXECUTIF

Le Sud-Kivu fait des progrès dans la lutte contre la corruption. L'établissement de CERC est à l'avant-garde des efforts visant à lutter contre cette maladie sociétale malveillante et cette enquête sur la perception de la corruption dans les ménages est l'un des outils que le CERC commence à utiliser.

Conduite l'enquête sur la perception de la corruption dans les ménages et le répéter dans les années suivantes fournira des données solides sur lesquelles baser les classements futurs, si Transparency International choisit d'utiliser ce rapport.

Cette enquête est unique en République Démocratique du Congo, car c'est la première étude de perception des ménages menée dans le pays pour lutter contre la corruption. À cet égard, l'enquête est également une étude de base sur laquelle les enquêtes futures peuvent être comparées. Le projet comprenait des entretiens avec 1380 citoyens.

De nombreux répondants ont peu ou pas compris la notion de corruption au début de l'enquête. Comme c'est le cas dans de nombreuses enquêtes, les personnes interrogées ont été sensibilisées dans une certaine mesure sur le processus d'enquête.

L'enquête était compréhensive, comprenant 68 questions, certaines avec plusieurs sous-questions et plusieurs autres éléments démographiques. Les perceptions des citoyens à l'égard de la corruption ont été examinées sous presque tous les angles imaginables.

Bien que les résultats du sondage ne représentent pas une image optimiste de l'état de la corruption au Sud-Kivu, ils identifient les raisons de l'optimisme. Plus d'un quart des répondants ont indiqué qu'ils étaient très satisfaits de la situation générale au Sud-Kivu et pensent que la corruption est loin dans la liste des problèmes les plus graves auxquels le pays est confronté, mais comprennent que la question est sérieuse.

D'une manière encourageante, plus que la moitié des personnes interrogées perçoivent que le gouvernement a un désir et une volonté sincères de lutter contre la corruption, même si un nombre presque égal pense que la corruption existe dans la plupart des institutions gouvernementales. En effet, 70,1% des répondants pensent que la corruption peut être éliminée ou réduite à un certain degré. En réponse aux questions sur les mesures prises par les répondants dans le passé pour lutter contre la corruption, plus de 1 000 actes individuels ont été signalés, y compris le refus de pots-de-vin, l'abstention d'offrir des pots-de-vin et la déclaration de fonctionnaires corrompus, entre autres.

Pas si encourageant, près de la moitié des répondants croient qu'un facteur principal qui cause la corruption est le manque d'argent et les bas salaires. Ce fait est en corrélation avec la perception des gens selon laquelle la pauvreté et le chômage sont les problèmes les plus sérieux auxquels la RDC est confrontée. Les efforts visant à lutter contre la

corruption continueront de se heurter à la réalité financière en RDC jusqu'à ce que la situation économique s'améliore. Encore une fois, cette réalité est confirmée par la perception généralisée selon laquelle les actes les plus corrompus résultent de difficultés économiques.

Peut-être le résultat le plus prometteur de l'enquête, c'est que les efforts de sensibilisation durant l'enquête auront un impact significatif sur les citoyens.

Lorsqu'on leur a demandé quel type d'assistance les répondants auraient souhaité du CERC, plus de 60% ont indiqué l'information et l'éducation sur les droits et les responsabilités des citoyens à l'égard de la corruption et les stratégies de lutte contre la corruption.

Comme indiqué précédemment, l'enquête avait généralement deux objectifs:

1. collecter les données / informations;
2. diffuser de l'information sur la corruption.

Le CERC est une jeune organisation, et possède un énorme potentiel. Grâce à la poursuite de la sensibilisation et de l'éducation des citoyens et des efforts audacieux pour éliminer et prévenir la corruption, il est raisonnable de croire que le CERC peut et fera des progrès dans la lutte contre la corruption.

CHAPITRE I :

CORRUPTION DANS LE GOUVERNEMENT ET LA SOCIETE CIVILE

Les premières questions posées dans l'enquête ont tenté d'extraire les perceptions générales des répondants au sujet de la situation au Sud-Kivu, comme dans la (Q1), "**comment décrivez-vous la situation générale en République Démocratique du Congo après l'indépendance**". Plus d'un quart des participants pensent qu'il y a eu un peu des progrès ou très significatifs dans la situation générale. Un autre 42,6% avait un point de vue moins optimiste et une partie remarquable des redondants n'a perçue aucun progrès.

La question suivante (Q2), "**à quel point êtes-vous satisfait de la situation globale au Sud-Kivu?**" A suscité une réponse plus positive. La majorité était très ou en quelque sorte satisfaite et seulement 11% étaient très insatisfaits.

Les répondants ont ensuite été interrogés sur leur perception de la situation politique (Q3) et le leadership politique au Sud-Kivu (Q4). Les réponses aux deux questions étaient presque similaires.

Les répondants ont été demandé à propos de leurs perceptions sur la situation économique actuelle (Q5). Un pourcentage élevé de répondants (30%) a décrit la situation économique comme quelque peu ou très mal. Une partie importante a perçue la situation comme très bon.

La plupart des réponses au cours de

Q1. Décrivez la situation générale après l'indépendance

	%
Progrès très significatifs	14,7
Progrès légèrement important	13.8
Peu de progrès	42.6
Pas de progression	22,3

Q2. A quel point êtes-vous satisfait de la situation globale au Sud-Kivu?

	%
Très satisfait	27.3
Un peu satisfait	35.6
Un peu insatisfait	3.5
Très insatisfait	11.0

Q3 et Q4

	Comment décrivez-vous la situation politique?	Comment décrivez-vous le leadership politique?
Très bien	15.3	15.0
Un peu bien	30.9	34.9
Un peu mauvais	32.9	36.1
Très mauvais	6.3	6.7

Q5. Décrivez la situation économique actuelle?

	%
Très bien	8.9
Un peu bien	25.7
Incertain	32.3
Un peu mauvais	12.7
Très mauvais	17.3
Ne sais pas	2.8

l'enquête ont montré un pourcentage plus élevé des réponses «ne sait pas». Les problèmes économiques sont généralement très importants pour les gens et évoquent une réponse spécifique.

La dernière des questions introductives a été ouverte et a posé des questions sur les perceptions des problèmes les plus graves auxquels la province est confronté. Il n'est pas surprenant que le chômage et la pauvreté / problèmes économiques aient été mentionnés le plus souvent. (Q6) peut-être plus inattendu était que la corruption était l'un des problèmes les moins fréquemment mentionnés.

PRIS SEUL, LA CORRUPTION EST PERÇUE COMME UN GRAVE PROBLÈME.

56.9%

Bien que la corruption n'apparaisse pas haut sur la liste des problèmes graves identifiés par les répondants, lorsqu'ils sont interrogés directement sur la gravité de la question, les répondants le perçoivent comme grave. (Q8) La majorité a qualifié la corruption de quelque chose ou très grave et seulement 15,6% pensaient que la corruption n'était pas grave. Un pourcentage élevé (24,6) a répondu «ne sait pas».

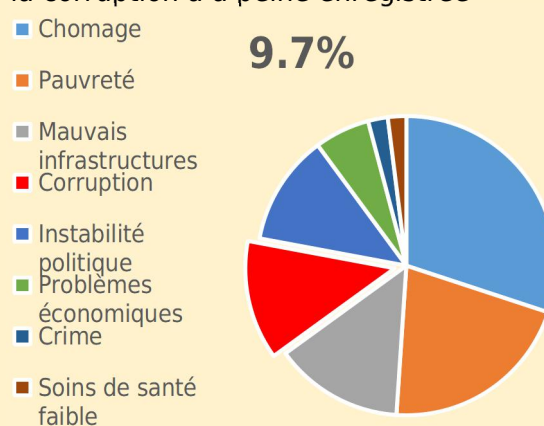
La question précédente (Q7) a demandé ce que les répondants ont compris sur le problème (voir le chapitre 3: comprendre la corruption pour une explication plus complète) et 52,5% ont indiqué qu'ils ne savaient pas ce qu'est la corruption, donc il n'est pas surprenant que 24,6% ne savaient pas si la corruption était un grave problème.

Comme confirmation, 45,2% des répondants croient que le niveau de la corruption est maintenant plus élevé qu'au cours des dernières années. Seulement 14,2% des répondants perçoivent la corruption comme quelque peu ou beaucoup plus faible que par le passé (Q12).

Q6. Quels sont les problèmes plus grave auxquels la province est confronté ?

	%
Chômage	22.6
Pauvreté	15.8
Mauvais infrastructures	10.5
Corruption	9.7
Instabilité politique	9.0
Problèmes économiques	4.5
Crime	1.6
Soins de santé faible	1.5

Parmi les nombreux problèmes sérieux auxquels se heurte la province du Sud-Kivu, la corruption a à peine enregistrée



Q8. Comment percevez-vous vous la gravité de la corruption au Sud-Kivu?

	%
Très grave	40.0
Un peu grave	16.9
Pas trop grave	11.5
Pas du tout grave	3.7
La corruption n'existe pas	0.4
Ne sais pas	25.0

Q12. Comment compareriez-vous le niveau de corruption maintenant par rapport aux années passées?

	%
Très élevé	33.0
Un peu élevé	12.2
Presque le même	15.1
Un peu faible	10.2
Très faible	4.0
Ne sais pas	24.6

Les questions 13 à 15 ont généré une carte de pointage de diverses institutions gouvernementales, agences, bureaux et secteurs dans la province du Sud-Kivu. Les répondants ont été demandé de noter le niveau de participation de divers bureaux et agences dans les pratiques de la corruption. Les questions et les résultats correspondants ne sont pas des actes d'accusation d'un fonctionnaire particulier, mais une perception de la façon dont les citoyens considèrent les fonctions de diverses agences dans le contexte des livraisons de services. La corruption est considérée par beaucoup comme très répandue dans la plupart des bureaux du gouvernement, à commencer par le bureau du gouverneur.

Q13. Le gouvernement et les institutions de l'État sont perçus comme les plus et les moins corrompus.

	Très ou quelque peu corrompu	Rarement ou pas du tout corrompu	Ne sais pas
Cabinet du gouverneur	45.5	20.3	33
Assemblée provinciale	48.9	18.1	31.8
Gouvernement provincial	54.3	14.1	30.1
Les Courts et Tribunaux	43.8	21.4	33.4

Q14. Niveau de la corruption dans les institutions et agences gouvernementales

	Très ou quelque peu corrompu	Rarement ou pas du tout corrompu	Ne sais pas
Bureau du procureur	32.8	30.7	35.1
Commission Électorale Nationale Indépendante	35	29.6	34.2
Ministère provincial de la santé	39.6	28	31.2
Secrétariat du gouvernant provincial	38.3	26.3	33.9
Ministère Provinciale de la Justice et Droits Humains	46.3	20.8	31.2
Ministère provinciale du Plan et Budget	41.2	23.6	34
Agence Congolais des Grands Travaux	44	22	33
Office des Routes	47.6	18.1	33.1
Ministère provincial des travaux publics et infrastructures	46	20.9	31.5
Ministère des mines, énergie et hydrocarbures	47.2	20.4	30.9
Ministère provinciale de l'éducation	48.5	18.5	30.9

Q15. Niveau de la corruption des agents et fonctionnaires

	Très ou quelque peu corrompu	Rarement ou pas du tout corrompu	Ne sais pas
Fonctionnaires de l'Etat	33.2	34.5	31.2
Défenseurs Judiciaires et Avocats	41.3	24.2	32.9
Juges et Procureurs	42.1	25.4	31.1
Administrateurs du territoire	42.6	23.8	32.1
Directeurs généraux et Administrateurs	45.1	20.9	32
Ministres provinciaux	47.3	20.2	31.3
Membres du parlement provincial	52.9	15.1	30.7

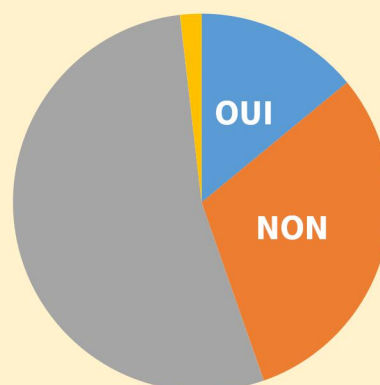
Il n'est pas surprenant que l'argent soit perçu comme l'instrument écrasant de la corruption (Q18), 58% des répondants ont identifié l'argent comme le genre de corruption que les agents publics acceptent ou demandent. Les réponses "ne sait pas" ou "refusé" ont représenté 39% de plus. 36 sur 1380 personnes interrogées ont mentionné d'autres articles, y compris: les motos les meubles, les véhicules et les cartes téléphoniques.

Moins de 14% des répondants ont déclaré qu'ils étaient conscients des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu et 30,3% ont déclaré qu'ils ignoraient les efforts du gouvernement pour lutter contre la corruption (Q57). **Il est clair que ce manque de connaissance des citoyens concernant les mesures anti-corruption est une occasion pour le CERC de développer et de fournir des informations publiques supplémentaires.**

Par la suite, l'enquête a demandé si les efforts de lutte contre la corruption du gouvernement sont efficaces (Q58). La plupart des répondants ont ignoré la question (86,1%).

Sur une note beaucoup plus négative, une forte majorité de répondants indiquent que le gouvernement n'a aucune désir et ni volonté de lutter contre la corruption au Sud-Kivu. (Q59) Moins de 16% des répondants étaient un peu ou fortement en d'accord. Cette vision pessimiste peut être exploitée avec une campagne de communication agressive pour améliorer l'efficacité des mesures anti-corruption du Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption (CERC).

La perception de la corruption dans la société civile ne diffère pas radicalement de celle du gouvernement. Les participants ont été invités à donner leur avis sur la mesure dans laquelle ils pensaient que la corruption se trouvait dans vingt secteurs et services publics distincts (Q16). Ces services comprenaient l'éducation, l'immigration, les services fiscaux, les ONG, les entreprises Dans les vingt secteurs différents, une moyenne de 33,1% des répondants ont répondu: «Je ne sais pas».



Q57. Êtes-vous conscient des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu?

	%
Oui	13.9
Non	30.3
Ne sais pas	53
Sauter	1.8

Q58. Selon vous, les efforts du gouvernement dans la lutte contre la corruption sont-ils efficaces?

	%
Très efficace	6.1
Un peu efficace	3.4
Un peu inefficace	3.3
Très inefficace	1.1
Sauter	86.1

Q12. Êtes-vous d'accord que le gouvernement actuel ait un désir sincère de lutter contre la corruption?

	%
Absolument d'accord	9.1
D'accord	6.5
Pas d'accord	15.1
En désaccord total	54.9
Ne sais pas	12.8

Parmi les secteurs et les services, les répondants ont perçu que la corruption était la plus courante dans les services douaniers, l'éducation, les partis politiques et les services fiscaux.

La corruption a été jugée moins dans les forces armées et parmi les leaders communautaires et les groupes religieux.

Les répondants ont été demandé de classer les mêmes secteurs et services, l'éducation, les services douaniers et les soins de santé étaient considérés comme les trois plus corrompus (Q17). Le secteur commercial et les médias ont été considérés comme les moins corrompus parmi les vingt secteurs.

Les participants ont ensuite été interrogés: «**Chaque fois que vous avez contacté des fonctionnaires du secteur public, à quelle fréquence cela arrive-t-il?**», Puis demandé une liste de sept activités corrompues (Q38). Dans chaque cas, moins de la moitié de ceux qui ont répondu ont indiqué que la corruption se produisait rarement ou en aucun cas. Ce résultat ne signifie pas que la perception est que la corruption se produit dans plus de la moitié des interactions des citoyens avec les fonctionnaires, car plus de 20,0% ont indiqué "ne sait pas" et 10,0% ou plus ont répondu qu'ils n'avaient pas traité avec les fonctionnaires, malgré que cette question paraît gênant.

La réticence à signaler les actes de corruption dans des institutions déterminées est compréhensible, compte tenu notamment des raisons reconnues des répondants pour ne pas vouloir signaler des actions corrompues. (Voir Q42, Chapitre 3 - Combattre la Corruption.)

Les répondants était sollicité de fournir les sources d'information sur base desquelles ils fondaient leur évaluation du niveau de corruption dans la province (Q19). Un peu plus d'un quart des répondants ont mentionné les médias. Dans les questions précédentes, la corruption était considérée comme commune dans les médias par 34,1% des répondants, mais il était néanmoins classé parmi les secteurs les moins corrompus. Les sources d'information suivantes les plus populaires incluait des parents, des amis ou des connaissances et l'expérience personnelle des répondants.

Q16. Quelle est la fréquence de la corruption dans certains secteurs et services?

	Très ou quelque fois	Pas très ou pas du tout
PLUS CORROMPUS		
Services douaniers	46.8	17.5
Parties politiques	45.3	20.3
Éducation	44.9	27.2
MOINS CORROMPUS		
Armées/Polices	33.2	32.9
Confessions religieuses	26.1	37.6
Leaders communautaires	33.9	34.1

CLASSEMENT DES SECTEURS ET SERVICES.

%	
PLUS CORROMPUS	
Système électoral	29.6
Services douaniers	11.6
Éducation	9.1
Santé	8.2
MOINS CORROMPUS	
Secteurs commerciaux	0.7
Médias	0.9
Services notariaux	1.1
Armée	1.3

SOURCES D'INFORMATION DE L'ENQUETE SUR LA CORRUPTION

%	
Expérience personnelle	35.0
Amis/Connaissances	16.9
Média	26.3
Je ne sais pas	16.8

CHAPITRE II. COMPRENDRE LA CORRUPTION

Au début de l'enquête, les répondants ont été interrogés dans une question ouverte (Q7), **quelle était leur opinion sur le sens de la corruption**. Parmi ceux qui avaient une compréhension de la corruption, 25,2% pensaient que cela signifiait que les agents et les fonctionnaires utilisaient mal les fonds et/ou les biens de l'État pour un intérêt personnel.

D'autres 11,0% ont déclaré que la corruption c'est le fait de voler de l'argent ou des biens d'autrui. Moins encore (5,6%) ont mentionné manipuler les droits d'autrui; 3,6% pensaient que cela signifiait un abus de pouvoir et 2,1% l'associait au népotisme. Peut-être le résultat le plus dramatique était le 52,5% des répondants qui ont répondu «ne sait pas», ce qui signifie qu'ils ne savent pas la signification de la corruption.

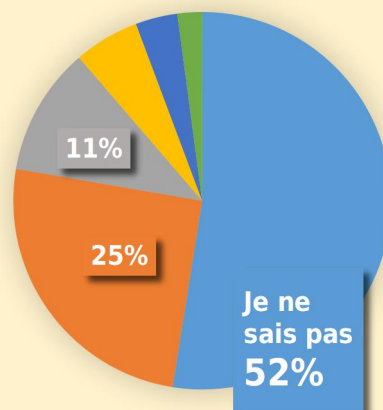
L'implication de la population ne comprend pas le mot «corruption» doit être envisagée dans toute campagne pour traiter ces pratiques.

Peu de temps après la question de la compréhension de la corruption, les répondants ont été interrogés sous un format ouvert: **«Pensez-vous que les citoyens ordinaires peuvent commettre une corruption?»** (Q9).

De manière compréhensible, près de la moitié (47,5%) ont répondu avec «ne sait pas». 36% ont répondu par l'affirmative et 16,1% ont répondu avec un commentaire comme «pas tout le monde, mais les fonctionnaires, les dirigeants, et les responsables de la gestion de fonds et actifs publics.»

Lorsque les répondants étaient demandés quels types d'attitudes rendent les citoyens enclins à la corruption (Q10), 64,9% ne le savaient pas, encore un pourcentage incroyable compte tenu du manque généralisé de compréhension de la notion de corruption. Ceux qui ont répondu à cette question ouverte ont fourni plusieurs réflexions, y compris "ambition de devenir riche", "personnes confrontées à des difficultés", "Manque de responsabilité ou de sens éthique" ou "faible revenu".

Q7. À votre avis, quelle est la signification de la corruption?



	%
Je ne sais pas	52.5
Usage abusif de fonds/actifs de l'Etat	25.2
Vol de biens d'autrui	11.0
Manipulation des biens d'autrui	5.6
Abus du pouvoir	3.6
Népotisme	2.1

Q9. Pensez-vous que les citoyens ordinaires peuvent commettre une corruption?

	%
Oui	36.1
Pas tout le monde, les agents du gouvernement peuvent	16.1
Je ne sais pas	47.5
Refusé	0.4

Q10. Quels types d'attitudes rendent les citoyens enclins à la corruption.

	%
L'avidité et ambition de devenir riche	13.7
Manque de responsabilité et le sens éthique	6.9
Salaire faible	3.8
Charge familiale	3.7
Je ne sais pas	64.9

FACTEUR QUI INFLUENCE LA CORRUPTION: NOUS AVONS BESOIN D'ARGENT.

46.5%

Le sondage a examiné plus en détail les causes de la corruption avec la question: «**Quels sont les facteurs qui causent la corruption?**» (Q11). Le résultat a été une réponse forte, un tiers des répondants ont déclaré: «ne sait pas». Un pourcentage important (46,5%) a choisi "**nous avons besoin d'argent pour gagner sa vie**" et "**les salaires sont inférieurs aux besoins quotidiens**". Un petit pourcentage (7,8%) a choisi "**l'ambition de devenir riche le plus rapidement possible**" et certains répondants ont identifié "**pas d'éthique ou de morale**" comme facteur.

Dans la Question 21, on a demandé aux personnes interrogées si 13 actions individuelles représentaient une corruption. Les réponses «ne sait pas» pour les 13 actions variaient de 13,8% à 20,1%, signalant que les répondants avaient vraisemblablement compris la notion de corruption à ce stade de l'enquête. La plupart des actions énumérées sont généralement considérées dans le monde entier comme des actes représentant la corruption, et en fait, la majorité des répondants ont accepté un degré plus ou moins grand.

MOTIF DERRIÈRE LA CORRUPTION: AUCUNE AUTRE FAÇON DE FAIRE LES CHOSES

28.2%

Comment les pot-de-vin se produisent-ils? On a demandé aux répondants **ce qui est le plus souvent le cas avant que quelqu'un paye un pot-de-vin à un fonctionnaire du gouvernement (Q22)**. **Si un pot-de-vin est versé à un fonctionnaire du gouvernement, comment est-il certain que le service est reçu ou que le problème a été résolu? (Q23)**. Seulement un peu plus de la moitié des répondants étaient assez ou très certain que les pots-de-vin fonctionnent, ce qui implique la question

Q22. Comment les pots-de-vin se produisent-ils?

	%
Les officiels indiquent ou demandent le pot-de-vin	40.5
Quelqu'un offre le pot-de-vin par sa volonté	12.5
Connu d'avance. Aucune discussion nécessaire	7.5
Je ne sais pas	36.9

Q23. Si un pot-de-vin est versé à un fonctionnaire du gouvernement, comment est-il certain que le service est reçu ou que le problème a été résolu?

	%
Très certain	38.8
A peu près certain	13.3
Incertain	15.5
Extrêmement incertain	4.3
Je ne sais pas	25.6

Q24. Quels sont les motivations qui influencent la corruption?

	%
Il n'y a pas d'autre façon de faire les choses	28.2
Pour éviter les sanctions ou les peines	18.9
Pour éviter les paiements officiels plus élevés	7
Pour être traités / servis de manière appropriée	4.9
Accélérer le processus / procédures	2.5
Obtenir un traitement / privilèges préférentiels	1.8
C'est une pratique obligatoire	1.9
Ne sait pas	32.2

de savoir pourquoi on pourrait payer un pot-de-vin s'il n'y avait que 50% chances de succès. D'autres recherches qualitatives pourraient être effectuées pour tenter de répondre à cette question.

L'enquête a posée une série de questions de savoir si les gens se livreraient à des actes de corruption et leurs raisons de le faire ou non (Q25-30).

ACCEPTERIEZ-VOUS UN POT-DE-VIN?

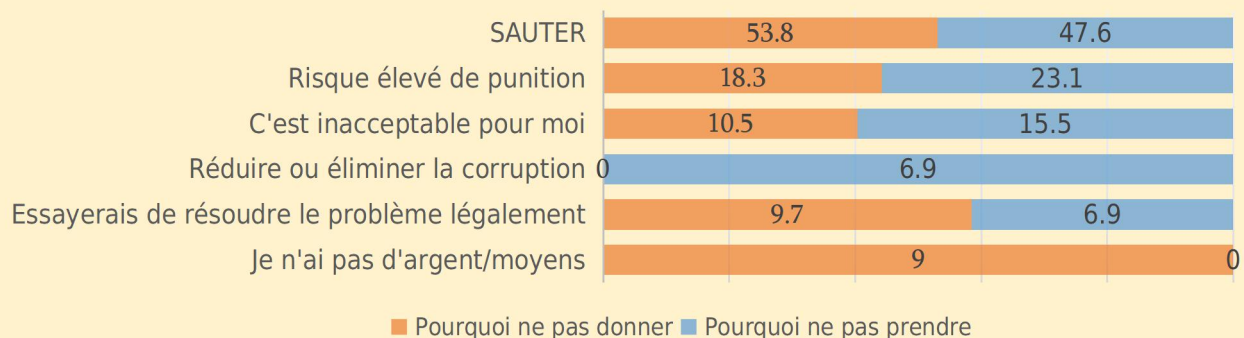
27.9% OUI!

Un pourcentage légèrement supérieur des répondants refuserait d'accepter un pot-de-vin que de payer un pot-de-vin si l'on en avait demandé. Les réponses «ne sait pas» pourraient résulter de ne pas savoir quelle est la situation particulière. Comme on l'a vu dans le tableau à droite, les répondants différaient en fonction de leur opinion sur la question de savoir si certains actes étaient corrompus. Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils accepteraient un pot-de-vin si on leur offrait, près des trois quarts des personnes interrogées ont ignoré la question.

Q25. Accepteriez-vous un pot-de-vin?

	Avez-vous accepté un pot-de-vin?	Donneriez-vous un pot-de-vin si on vous le demande?
Oui	27.9	31.4
Non	55.1	48.1
Je ne sais pas	15.2	18.1

RAISONS DE NE PAS DONNER OU PRENDRE DES POTS-DE-VIN



On a ensuite demandé aux répondants s'ils avaient été sollicités de payer des pots-de-vin dans les cas où ils avaient eu des contacts avec diverses institutions (Q31-34). Le pourcentage de personnes interrogées qui ont déclaré avoir reçu des pots-de-vin était très faible. Sur 695 contacts avec les institutions énumérées, 28 cas de corruption ont été signalés. Il faut noter que plus de 90% des répondants ont ignoré la question. La liste de 14 établissements comprend la plupart de ceux dont les répondants auraient probablement été en contact au cours des 12 derniers mois. Il est donc encourageant et peut-être déroutant que la fréquence signalée de pots-de-vin soit si faible. La faible

incidence pourrait résulter parce que la plupart des gens ont ignoré la question. En fonction des réponses globales à l'enquête, cette hypothèse ne semble pas probable.

La perplexité se pose lorsque l'on considère le niveau élevé de corruption que les répondants perçoivent dans ces institutions et dans la société en général. Si les participants à l'enquête considèrent que les institutions sont corrompues, pourquoi est-ce qu'elles n'ont pas signalé? Il est probable que d'autres recherches qualitatives sur cette apparente incohérence pourraient être nécessaires.



CHAPITRE III. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La lutte contre la corruption signifie d'abord comprendre ce qu'est la corruption et la seconde comment s'y prendre. Les questions d'enquête concernant les perceptions des citoyens sur la façon de lutter contre la corruption et à qui signaler les actes de corruption sont plus que la moitié du questionnaire. Vraisemblablement, à ce moment-là, les personnes interrogées avaient acquis une meilleure compréhension de la notion de corruption qu'ils ne savaient pas avant.

Q41. À QUI SIGNALERIEZ-VOUS LA CORRUPTION?

	%
Leaders communautaires	7.3
Police	4.6
Courts et Tribunaux	5.0
ONGs	4.2
OSCEP (Observatoire pour la Surveillance de la Corruption et Éthique Professionnel)	3.5
Ne sais pas	70.6

La connaissance à qui signaler la corruption n'était pas élevée. Seulement 20,9% (217 personnes) ont répondu affirmativement lorsqu'on leur a demandé s'ils savaient quelles institutions contacter afin de signaler des actes de corruption (Q40). Trente pour cent ont répondu «non» et 48,4% ont répondu «ne sais pas». Le «non» et «ne sait pas» sont probablement des réponses similaires, même si cette dernière réponse provient d'un manque de compréhension des concepts introduits dans l'enquête.

Les répondants affirmatifs à Q40 ont été posés dans une question ouverte (Q41) pour nommer les contacts dont ils étaient au courant. La réponse la plus répandue était les «leaders communautaires» par soixante-seize répondants (7,3%). Un petit nombre - 48 ou 4,6% - nommé la police et 44 ou 4,2% nommé les ONGs.

La question suivante (Q42) a tenté de découvrir les raisons pour lesquelles on pourrait ne pas vouloir signaler une corruption. La question a été introduite à «certaines personnes qui ont mentionné ne pas disposées à signaler des actions corrompues». Après avoir lu une liste de raisons possibles, les répondants ont été invités à identifier les raisons pour lesquelles ils ne considéraient pas de corruption aux autorités compétentes.

Q42. POUR QUELLE RAISON NE SIGNALERIEZ-VOUS PAS LA CORRUPTION?

	% OUI	% NON	% NE SAIS PAS
Les dénonciateurs sont assujettis à des représailles	59.2	22.1	17.6
Aucune action ne sera prise	53.0	26.2	18.8
Ne vaut pas la peine de signaler si cela ne me touche pas	49.9	29.2	19.3
Les actes les plus corrompus résultent de difficultés économiques	59.8	20.0	18.4
L'agence ou l'organisation de lutte contre la corruption ne récompense pas les déclarations	46.4	29.5	21.9
Aucune protection n'est garantie aux dénonciateurs	53.3	24.3	20.3
Manque de preuve	56.2	21.2	20.6
Manque de clarté sur les procédures de corruption	55.4	21.5	21.0
Ne sait pas l'institution où signaler	54.5	21.5	21.3

NOMBRE D' ACTIONS INDIVIDUELLES CONTRE LA CORRUPTION RAPPORTÉS

940 ENGAGEMENTS

On a demandé aux répondants ce qu'ils seraient personnellement disposés à faire pour réduire la corruption à l'avenir (Q48). L'intervieweur a demandé des réponses en lisant une liste d'actions et a également demandé si le répondant avait pris les actions dans le passé (Q49). Une majorité importante a affirmé la volonté de prendre des mesures futures, une indication très positive selon laquelle CERC pourrait être en mesure d'attendre de la coopération des citoyens dans leurs efforts futurs.

Un bon nombre de répondants ont déclaré avoir pris des mesures dans le passé pour aider à lutter contre la corruption. Si elle est agrégée, le nombre d'actions prises représente 940 actions individuelles contre la corruption, certainement pas assez pour mettre fin aux comportements corrompus, mais une base encourageante à construire. Le CERC pourrait vouloir utiliser certaines de ces données dans les futures campagnes d'information et d'éducation.

Q48 & 49					
	% OUI	% NON	% NE SAIS PAS	% ACTIONS PASSEES	% ACTIONS FUTURES
S'abstenir de payer des pots de vin	67.2	12.8	17.5	22.8	237
Refuser de faire des faveurs pour les fonctionnaires ou leurs proches	55.9	21.3	20.6	15.9	165
Signaler la corruption à OSCEP ou à une ONG de lutte contre la corruption	61.3	16.3	19.7	13.5	140
Déposer un procès contre un responsable corrompu	59.6	18.0	20.1	12.6	131
Participer à une campagne de sensibilisation	60.3	17.7	19.6	11.6	146
Participer et soutenir la campagne d'éducation	60.4	16.9	19.9	11.6	121
Total des actions futures					940

CONCLUSION

La corruption est clairement perçue comme existante dans les institutions gouvernementales et celles de la société civile en République Démocratique du Congo en générale et au Sud-Kivu en particulier. Quelques institutions et secteurs (par exemple, l'armée, les groupes religieux) sont considérés comme relativement moins corrompus, mais la plupart sont perçus comme corrompus par de gros pourcentages de participants à l'enquête

Pour remettre cette perception dans le contexte, il faut considérer que dès le début de l'enquête (Q7), 52,5% des répondants ont répondu «ne sait pas» lorsqu'on leur demande ce qu'ils ont compris sur la corruption. Si plus de la moitié des participants à l'enquête ne comprenaient pas la corruption, on peut conclure que parmi ceux qui ont une compréhension de la notion de corruption, des pourcentages très élevés voient la corruption dans la plupart des institutions gouvernementales et sociétales. Cette conclusion est faussée par un autre facteur - l'éducation par enquête. Le questionnaire a été long et détaillé et il est juste de supposer que certains des répondants sont mieux informés de la corruption à mesure que les entrevues ont progressé, comme en témoigne le niveau diminué des réponses «ne sait pas» au fur et à mesure que l'enquête progressé.

Les enquêteurs ont passé plus de 872 heures à interviewer un échantillon représentatif de la population du Sud-Kivu.

Cette supposition soutient le deuxième des deux objectifs généraux pour effectuer des enquêtes - l'éducation. À cet égard, CERC a effectivement tué deux oiseaux d'une seule pierre. L'analyse des résultats du sondage aboutit à une conclusion écrasante: l'éducation et l'information seront des clés importantes pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu. Près de 70,0% des répondants ont indiqué qu'ils souhaitaient recevoir du CERC plus d'informations sur la corruption et sa prévention. Avec ce sondage et ses autres efforts de sensibilisation à ce jour.

L'ANALYSE DES RÉSULTATS DU SONDAGE CONDUIT À UNE CONCLUSION ÉCRASANTE: L'ÉDUCATION ET L'INFORMATION SERONT DES CLÉS IMPORTANTES POUR LUTTER CONTRE LA CORRUPTION AU SUD-KIVU.

Dans les réponses au Q42, où les répondants ont été invités à indiquer les raisons pour lesquelles ils pourraient ne pas vouloir signaler une corruption, près de 60% ont répondu: «la plupart des personnes qui commettent la corruption ne le font que pour des difficultés économiques.» Cette réponse signale une tendance inquiétante, c'est-à-dire rationaliser la corruption. Alors que, à court terme, un acte corrompu occasionnel pourrait atténuer les difficultés économiques de quelqu'un, la corruption a été montrée de plus en plus nuire au développement économique et social. Les efforts d'éducation du CERC pour cibler la perception erronée selon laquelle la corruption est en quelque sorte bénéfique.

En outre, le CERC doit démontrer aux citoyens que la corruption aura des conséquences. De nombreux répondants ont indiqué qu'ils ne seraient pas disposés à signaler une corruption parce que:

- ✓ **“Aucune action ne sera prise;”**
- ✓ **“Notre société ne considère pas ceux qui signalent la corruption”;**
- ✓ **“Manque de clarté sur les procédures de corruption”;**
- ✓ **“Il ne vaut pas la peine de signaler la corruption si je ne suis personnellement pas concerné.”**

Dans tout projet de recherche qualitative aussi complet que celui-ci, il est inévitable que de nombreuses questions supplémentaires soient soulevées et, en fait, demandent des réponses plus approfondies et qualitatives. Par exemple, il pourrait être utile d'approfondir la compréhension de la corruption aux citoyens. Il serait instructif de savoir pourquoi exactement les habitants pensent que leur gouvernement et les institutions de la société civile sont corrompus. Cependant, ce projet a produit une foule d'informations et de données que CERC peut utiliser, et les efforts qui évoluent à partir des résultats pourront être exécutés durant des mois et des années. Il semble inutile, à ce jour, de mener d'autres recherches qualitatives, en particulier compte tenu du fait qu'il s'agit d'une enquête de référence à répéter sous certaines formes dans les années à venir.

Il est important de garder à l'esprit qu'il s'agit d'une enquête sur la perception des ménages. Les données reflètent les idées, les croyances et les jugements de 1360 citoyens et représentent probablement les points de vue de la population du Sud-Kivu en général. C'est avec une grande confiance que CERC et ses partenaires peuvent créer des stratégies et des tactiques pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu en fonction de cette grande masse de données.

ANNEXES

Enquête sur la perception de la corruption

Questionnaire

I. Situation générale en République Démocratique du Congo

Q1. Comment décririez-vous la situation générale au Sud-Kivu durant les 10 dernières années?

- 1) Des progrès très importants
- 2) Des progrès peu importants
- 3) Peu des progrès
- 4) Aucun progrès
- 5) 98 (*Je ne sais pas*)

Q2. A quel point êtes-vous satisfait de la situation globale au Sud-Kivu?

- 1) Très satisfait
- 2) Un peu satisfait
- 3) Un peu insatisfait
- 4) Insatisfaction totale
- 5) 98 (*Je ne sais pas*)

Q3. Comment décriviez-vous la situation politique au Sud-Kivu?

- 1) Très bon
- 2) Un peu bon
- 3) Indiffèrent
- 4) Pas trop mauvais
- 5) Très mauvaise
- 6) 98 (*Je ne sais pas*)

Q4. Comment décriviez-vous le leadership politique au Sud-Kivu?

- 7) Très bon
- 8) Un peu bon
- 9) Indiffèrent
- 10) Pas trop mauvais
- 11) Très mauvaise
- 12) 98 (*Je ne sais pas*)

Q5. En général, comment décriviez-vous la situation économique actuelle au Sud-Kivu

- 1) Très bon
- 2) Un peu bon
- 3) Indiffèrent
- 4) Pas trop mauvais
- 5) Très mauvaise
- 6) 98 (*Je ne sais pas*)

Q6. Quels sont les problèmes plus grave auxquels la province est confrontée ?

[Réponses multiples]

- Le chômage
- La pauvreté
- Instabilité politique
- Système de santé pauvre
- Mauvaises infrastructures
- Le système d'éducation pauvre
- Les problèmes avec le système de retraite
- Les prix élevés
- L'immigration
- problèmes économiques
- La corruption
- Crime
- Faible revenu / salaires
- Autre, précisez
- 98 (Je ne sais pas)

II. Situation de la corruption au Sud-Kivu

Q7. À votre avis, quelle est la signification de la corruption? [A completer]

Q8. Comment percevez-vous vous la gravité de la corruption au Sud-Kivu?

- 1) Très élevée
- 2) Moyen
- 3) Très bas (La corruption n'existe pas)
- 4) 98 (Je ne sais pas)

Q9. Pensez-vous que les citoyens ordinaires peuvent commettre une corruption?

- 1) Oui
- 2) Non
- 3) 98 Je ne sais pas

Q10. Quels types d'attitudes rendent les citoyens enclins à la corruption. [A completer]

Q11. Que pensez-vous, sont des facteurs qui causent la corruption au Sud-Kivu?

- 1) Besoin d' argent pour vivre
- 2) Les salaires sont inférieurs par rapport aux besoins de tous les jours
- 3) Manque d'éthique ou sens morale
- 4) L'ambition de devenir riche aussi vite que possible
- 5) Non-paiement des salaires
- 6) Profitez l'occasion
- 7) Aucune loi
- 8) Abus du pouvoir
- 9) Des procédures longues ou peu claires du service.

Q12. Comment compareriez-vous le niveau de corruption maintenant par rapport aux années antérieures?

- 1) Très élevé
- 2) Un peu élevé
- 3) Presque le même
- 4) Un peu faible
- 5) Très faible
- 6) 80 (Je ne sais pas)

Q13. Maintenant, je vais vous lire une liste des institutions souveraines au Sud-Kivu, s'il vous plaît donnez-moi votre avis sur le niveau d'implication des chacun d'eux dans la corruption?	Tres corrompu	Quelquefois corrompu	Rarement	Pas du tout corrompu	Je ne sais pas
	1	2	3	4	98
Cabinet du gouverneur					
Assemblée provinciale					
Gouvernement provincial					
Les Courts et Tribunaux					
Q14. Je vais vous lire une liste des les institutions gouvernementales, s'il vous plaît donnez-moi votre avis sur le niveau d'implication des chacun d'eux dans la corruption?	Tres corrompu	Quelquefois corrompu	Rarement	Pas du tout corrompu	Je ne sais pas
	1	2	3	4	98
Bureau du procureur					
Commission Électorale Nationale Indépendante					
Ministère provincial de la santé					
Secrétariat du gouvernant provincial					
Ministère Provinciale de la Justice et Droits Humains					
Ministère provinciale du Plan et Budget					
Agence Congolais des Grands Travaux					
Office des Routes					
Ministère provincial des travaux publics et infrastructures					
Ministère des mines, énergie et hydrocarbures					
Ministère provinciale de l'éducation					
Q15. Je vais maintenant vous lire une liste des agents et fonctionnaires de	Tres corrompu	Quelquefois corrompu	Rarement	Pas du tout corrompu	Je ne sais pas

l'Etat, s'il vous plaît donnez-moi votre avis sur le niveau d'implication des chacun d'eux dans la corruption?	1	2	3	4	98
Fonctionnaires de l'Etat					
Défenseurs Judiciaires et Avocats					
Juges et Procureurs					
Administrateurs du territoire					
Directeurs généraux et Administrateurs					
Ministres provinciaux					
Membres du parlement provincial					
Q16. je vais maintenant vous lire une liste de secteurs et services, s'il vous plaît donnez-moi votre avis sur le niveau d'implication des chacun d'eux dans la corruption?	Tres corrompu	Quelquefois corrompu	Rarement	Pas du tout corrompu	Je ne sais pas
	1	2	3	4	98
Système électoral					
Services douaniers					
Éducation (primaire, Secondaire et universitaire)					
Santé (Hôpitaux, Cliniques, centre de santé)					
Secteurs commerciaux					
Médias					
Services notariaux (enregistrement des ONGs, Entreprises)					
Armée/Police					
ONGS					
Confessions religieuses					
Courts et tribunaux (Bureau du juge)					

Q17. Parmi les secteurs et les services que je viens de mentionner, s'il vous plaît nommer les trois secteurs ou services le plus corrompus et de les classer. [Code Q16 Copier de la grille ci - dessous; exemple: si le répondant affirme que l'éducation est le plus corrompu; écrire c. dans la grille]

[Copiez le code de Q16 dans la cellule ci-dessous]

1er secteur / service les plus corrompu	
2 ème secteur / service le plus corrompu	
3 ème secteur / service le plus corrompu	
Je ne sais pas	

Q18. Quel genre de corruption les fonctionnaires acceptent / ou demandent.

- 1) L' argent
- 2) Matériels (mentionner s'il vous plaît)
- 3) Autres (mentionner s'il vous plaît)

Q19. Sur quelles sources d'information basez-vous votre évaluation du niveau de corruption dans la province? S'il vous plaît veuillez fournir trois sources d'information .

- 1) Expérience personnelle (avez-vous fournit l' argent, des cadeaux ou faveurs pour obtenir un service?)
- 2) Discussions avec les parents ou membre de la famille
- 3) Discussions avec des amis et connaissances
- 4) Informations sur la corruption donnée par les ONG (sensibilisation à la corruption)
- 5) Les informations fournies par les médias (TV, radio, journaux, Internet, etc ...)
- 6) Autres, s'il vous plaît préciser
- 7) 98. (Je ne sais pas)

[Copier le code dans la cellule ci-dessous]

1 ere source la plus importante	
2eme source la plus importante	
3eme source la plus importante	

Q20. Je vais maintenant vous lire quelques types d'actions. Pour chacun de ces actions, s'il vous plaît, selon votre compréhension, quelle action représente ou ne représente pas la corruption.

Types d'actions	Oui	Non
1) Donner l'argent à un agent de police pour couvrir vos infractions		
2) Donner un cadeau à un médecin de vous accorder une attention particulière qu'aux autres		
3) Un haut-fonctionnaire aide à un quelqu'un a être admis dans une université		
4) Prendre des fleurs ou des fruits dans le jardin d'un voisin sans autorisation		
5) Utiliser un haut-fonctionnaire pour exempter une personne proche de vous de la persécution		
6) Payer un juge pour obtenir un traitement favorable		
7) Un étudiant ou le parent d'un étudiant donne de cadeaux à un professeur pour obtenir une bonne cotation.		
8) Faire de petits paiements non officiels pour la livraison des pensions		
9) Un fonctionnaire recommande sa nièce parent à un poste dans un ministère		
10) Accepter / prendre des cadeaux pour exécuter des fonctions officielles		
11) Les hauts fonctionnaires qui reçoivent des dons de sociétés avec lesquelles leurs institutions font affaires.		
12) Abus de position officielle à des fins commerciales privées		
13) L'utilisation d'une voiture de bureau par un employé du gouvernement à des fins privées		

Q21. Comment les pots-de-vins se produisent-ils?

- 1) Un employé du gouvernement indique ou demande un pot-de-vin.
- 2) Quelqu'un offre un paiement de son propre gré.
- 3) Il est connu à l'avance comment payer et combien à payer, il est donc pas a discuté.
- 4) Autre, précisez
- 5) 98. (Je ne sais pas)

Q22 . Si quelqu'un a payé un pot de vin à un agent du gouvernement afin d'obtenir un service ou pour résoudre un problème, comment il est certain que le service est obtenu ou le problème résolu? [Lire les options de réponse et accepter qu'une seule réponse]

- 1) Très certain
- 2) Assez certain
- 3) Un peu incertain
- 4) Extrêmement incertain
- 5) (Je ne sais pas)

Q23. Je vais maintenant vous lire quelques motifs possibles derrière les pratiques de corruption. À votre avis, lequel sont les principales motivations derrière la corruption? Je fais référence aux principales raisons pour lesquelles les personnes qui participent à des actes de corruption justifient leurs actions.

réponses possibles; Accepter jusqu'à trois réponses]

- 1) Il n'y a pas d' autre moyen de faire avancer les choses
- 2) Pour éviter la punition / sanctions
- 3) Pour éviter les paiements officiels plus élevés
- 4) Pour accélérer les processus / procédures
- 5) Pour traiter être (servi) de manière appropriée
- 6) Pour obtenir un traitement préférentiel / privilèges
- 7) Pour avoir une source alternative de revenus
- 8) Pratiques obligatoires
- 9) Autre, précisez [Enregistrer réponse comme dit]
- 10) (Je ne sais pas)

Expérience personnelle

Q24. Comment réagiriez - vous si vous offrez un pot de vin (argent, cadeau) en échange d'un faveur, etc.)? Prendriez-vous ou pas?

- 1) Je prendrais
- 2) Je ne le prendrais pas
- 3) Autre, précisez
- 4) 98. (Je ne sais pas)

Q25. Pourquoi voudriez - vous prendre?

- 1) Parce que tout le monde prend
- 2) Parce que je besoin d' argent
- 3) Parce que j'aime l' argent
- 4) Parce que je dois « partager » avec mon superviseur (s)
- 5) Autre, précisez [Enregistrer réponse comme dit]
- 6) 98. (Je ne sais pas)

Q26. Pourquoi ne prendriez - vous pas?

- 1) Parce qu'il y a un risque élevé pour être puni par la loi
- 2) Parce qu'il est inacceptable pour moi
- 3) Parce que je vais essayer de résoudre le problème par des moyens légaux
- 4) Réduire / éliminer la corruption
- 5) Autre, précisez [Enregistrer réponse comme dit]
- 6) (Je ne sais pas)

Q27. Comment réagiriez - vous si on vous demandait de donner un pot de vin (argent, cadeau) en échange d'un faveur,etc.? Pourriez - vous donner le pot de vin ou pas?

- 1) Je lui donnerais
- 2) Je ne donnerais pas
- 3) Autre, précisez
- 4) 98. (Je ne sais pas)

Q28. Pourquoi voudriez - vous donner?

- 1) Parce que tout le monde donne
- 2) Parce qu'il n'y a pas d' autre moyen que je peux obtenir le service
- 3) Je serais en mesure de négocier un prix plus bas
- 4) Pour accélérer le processus
- 5) Pour être sûr que je reçois ce que je dois
- 6) Autre, précisez
- 7) 98.(Je ne sais pas)

Q29. Pourquoi vous ne voudriez pas donner?

- 1) Parce qu'il y a un risque élevé pour être puni par la loi
- 2) Parce qu'il est inacceptable pour moi
- 3) Parce que je vais essayer de résoudre le problème par des moyens légaux
- 4) Parce que je n'ai pas d' argent / moyen
- 5) Autre, précisez
- 6) 98. (Je ne sais pas)

Q30, Q31, Q32, Q33. Dans les 12 derniers mois, avez-vous ou quelqu'un dans votre ménage, a eu des contacts avec ces institutions? Si oui, avez-vous verser des pots-de-vin? Quel était le montant de votre contribution?	Q30. Contacter dans les 12 mois? 1) Oui 2) Non	Q.31 Si contacter, avez-vous payé un pot-de-vin? 1) Oui 2) Non	Si vous avez payé un pot-de-vin, combien as-tu payé?	
			Q32. Montant payé la dernière fois	Q33. Total payé durant les 12 derniers mois
Système électoral				
Services douaniers				
Éducation (primaire, Secondaire et universitaire)				
Santé (Hôpitaux, Cliniques, centre de santé)				
Secteurs commerciaux				

Médias				
Services notariaux (enregistrement des ONGs, Entreprises)				
Armée/Police				
ONGS				
Confessions religieuses				
Courts et tribunaux (Bureau du juge)				
Courts et Tribunaux				
Services fiscaux				
Autres				

Q34. À votre avis, que pouvez - vous faire personnellement pour réduire la corruption au Sud-Kivu? S'il vous plaît, listez des actions concrètes que vous pouvez entreprendre personnellement pour aider à combattre la corruption.

- 1) S'abstenir de payer des pots de vin pour les services publics
- 2) Dénoncer les actes de la corruption dans la presse
- 3) Refuser de faire des faveurs aux fonctionnaires
- 4) Dénoncer le comportement des agents publics corrompu aux ONGs de lutte contre la corruption
- 5) Dénoncer le comportement des fonctionnaires corrompus aux autorités compétentes
- 6) Déposer une plainte contre le fonctionnaire corrompu au Tribunal
- 7) Participer à des campagnes de sensibilisation contre la corruption
- 8) Participer et soutenir une campagne d' éducation contre la corruption
- 9) Il n'y a rien que je peux faire
- 10) Autres , préciser
- 11) 98. (Je ne sais pas)

Q35. Connaissez-vous les institutions à contacter afin de signaler un acte de corruption?

- 1) Oui
- 2) Non
- 3) Je ne sais pas

Q36. A quelle institution signaleriez-vous un cas de corruption? [Multiples réponses]

- 1) Les leaders communautaires
- 2) Administrateurs de district/territoire
- 3) Police
- 4) Bureau du Procureur général
- 5) Inspecteur général
- 6) Les tribunaux
- 7) Commission de lutte contre la corruption (OSCEP)
- 8) Cabinet du Premier ministre
- 9) Conseil du Président de la République sur l'Anti-Corruption
- 10) Défenseur des droits de l' homme
- 11) Organisations internationales
- 12) Parlement national / votre député
- 13) Chefs de partis politiques

- 14) ONGs indépendantes travaillant pour lutte contre la corruption
 15) Si autre, précisez

16) 98. (Je ne sais pas)

Q37. Certaines personnes au Sud-Kivu ne sont pas disposés à signaler les actes de corruption à cause de diverses raisons. Je vais énumérer certaines de ces raisons possibles; s'il vous plaît cochez lesquelles vous considérez comme une raison pour ne pas signaler un cas de corruption aux autorités compétentes.	Oui 1	Non 2	Je ne sais pas 98
Les dénonciateurs sont assujettis à des représailles			
Aucune action ne sera prise			
Ne vaut pas la peine de signaler si cela ne me touche pas			
Les actes les plus corrompus résultent de difficultés économiques			
L'agence ou l'organisation de lutte contre la corruption ne récompense pas les déclarations			
Aucune protection n'est garantie aux dénonciateurs			
Manque de preuve			
Manque de clarté sur les procédures de corruption			
Ne sait pas l'institution où signaler			

Q38. Lesquelles parmi les actions suivantes allez-vous entreprendre dans le futur pour aider à combattre la corruption?	A entreprendre dans le futur.			Entrepris dans le passé		
	Oui 1	Non 2	Je ne sais 98	Oui 1	Non 2	Je ne sais 98
Q39. Lesquelles parmi les actions suivantes avez-vous entrepris dans le passé pour aider à combattre la corruption?						
S'abstenir de payer des pots de vin						
Refuser de faire des faveurs pour les fonctionnaires ou leurs proches						
Signaler la corruption à OSCEP ou à une ONG de lutte contre la corruption						
Déposer un procès contre un responsable corrompu						
Participer à une campagne de sensibilisation						
Participer et soutenir la campagne d'éducation						

Q40. Êtes-vous conscient des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la corruption au Sud-Kivu?

1. Oui
2. Non
3. Je ne sais pas

Q41 Selon vous, les efforts du gouvernement dans la lutte contre la corruption sont-ils efficaces?.

1. Oui
2. Non
3. Je ne sais pas

Q42. Quelqu'un de votre famille ou relatives, travaille pour....

	Oui 1	Non 2	Je ne sais 98	Sauter 99
1) Gouvernement				
2) Parlement				
3) Courts et tribunaux				
4) Une grande organisation internationale				

Q43. Combien d'argent gagnez-vous par mois?

Q44. Ou travaillez-vous? Dans quelle institution vous faites le travail.

	Oui 1	Non 2	Je ne sais 98	Sauter 99
Secteur de Justice				
Secteur Public (Gouvernement)				
Secteur Privé				
Autres secteurs (agricultures, élevages, commerces...)				
Secteurs Humanitaires (ONGs...)				
Autres				
99 Sauter				

Q45. Niveau d'études

	Oui 1	Non 2	Je ne sais 98	Sauter 99
Pas d'études				
Primaire (Certificat)				
Secondaire (Diplôme)				
Université (Grade, Licence, Doctorat...)				
Formations professionnelles				
Alphabétisation				
99 Sauter				

Q46. Votre religion

	Oui 1	Non 2	Je ne sais 98	Sauter 99
Catholique				
Protestante				
Musulmane				
Kimbanguiste				
Églises de réveil				
Autres				
99 Sauter				

Q47. Etat-civil

- 1) Celibataire
- 2) Marié(e)
- 3) Veuf(ve)
- 4) Separé(e)
- 5) Divorcé(e)**

Q48. Combien des personnes vivent dans votre ménage?

Q49. Parmi les personnes vivant dans votre ménage, combien ont plus de 17 ans et combien ont moins de 17 ans?